

Nos arguments pour rejeter StopCovid

Hier, Emmanuel Macron a invité le Parlement à débattre de l'éventuelle application *StopCovid*¹ développée par son gouvernement. Nous venons d'envoyer aux parlementaires le résumé de nos arguments (PDF, 1 page²), tel que repris ci-dessous.

L'application *StopCovid* serait inutile, dangereuse pour nos libertés et pourrait même aggraver la situation sanitaire. L'administration et le Parlement doivent cesser d'investir toute ressource humaine ou économique dans ce projet vain et dangereux. L'urgence est partout ailleurs.



(OKLM # au calme)

Une efficacité hasardeuse

☐ Utilisation trop faible

- ➔ de premières approximations évaluent que plus de 60%³, voire plutôt 80%⁴ ou 100%⁵ de la population devrait utiliser l'application pour que celle-ci soit efficace, à condition encore qu'elle produise des données fiables ;
- ➔ seulement 77% de la population française a un smartphone⁶ et cette proportion baisse à 44% pour les personnes de plus de 70 ans, alors qu'elles sont parmi les plus vulnérables ;

¹ <https://www.laquadrature.net/2020/04/08/la-crise-sanitaire-ne-justifie-pas-dimposer-les-technologies-de-surveillance/>

² <https://www.laquadrature.net/wp-content/uploads/sites/8/2020/04/contre-stopcovid.pdf>

³ Le taux d'utilisation de 60% nécessaire pour une efficacité est très repris dans la presse française en s'appuyant sur cette étude, cela nous semble être une déduction assez vague de la figure 3 de l'étude, déjà nécessairement simplifiée par rapport à la réalité. Reste que pour espérer la moindre efficacité, il faudrait que l'application soit extrêmement performante pour identifier les contacts susceptibles d'avoir entraîné une contamination, la quarantaine successive très bien suivie, et également qu'il y ait un taux d'installation colossal de l'application.

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=7fOMKPFskMw>

⁵ <https://twitter.com/randhindi/status/1248247069854142464>

⁶ https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/cge/barometre-numerique-2019.pdf

➔ beaucoup de personnes **ne savent pas forcément activer le Bluetooth** et certaines refusent de le maintenir activé en permanence pour des raisons pratiques (batterie) ou pour se protéger d'usages malveillants⁷ ;

➔ **16% de la population de Singapour** a utilisé⁸ l'application équivalente – ce qui n'a pas empêché de devoir finalement recourir au confinement.

❑ Résultats trop vagues

➔ il faut redouter que la population n'ait pas accès à des **tests** de façon assez régulière pour se signaler de façon suffisamment fiable (et se reposer uniquement sur l'auto-diagnostic risquerait de faire exploser le nombre de **faux-positifs**) ;

➔ il ne semble n'y avoir aucun consensus quant à **la durée et la distance** de proximité justifiant d'alerter une personne entrée en "contact" avec une autre personne contaminée ;

➔ à certains endroits très **densément peuplés** (certains quartiers, grandes surfaces, grandes entreprises) on assisterait⁹ à une explosion des faux positifs, ce qui rendrait l'application inutile ;

➔ le champ de détection du Bluetooth semble beaucoup trop varier d'un appareil à un autre et sa **précision n'est pas forcément suffisante** pour offrir des résultats fiables¹⁰.

❑ Contre-efficacité sanitaire

➔ en créant un **faux sentiment de sécurité** sanitaire, l'application pourrait inciter à réduire les gestes barrières, tout en échouant à lancer des alertes suffisamment fiables ;

➔ son développement requiert une énergie et un coût qui ne sont pas investis dans des solutions plus efficaces, comme la **production de masques**, le **dépistage** de la population ou la promotion des **gestes barrières**... ;

➔ le déploiement de systèmes de surveillance augmenterait le sentiment de défiance déjà important d'une partie de la population à l'égard de l'État. Ne sachant pas s'ils peuvent faire confiance au système mis en place, les potentiels malades pourraient se trouver **incités à cacher leurs symptômes** aux services de santé par peur de conséquences négatives.

⁷ Une grande partie des smartphones en utilisation ne sont pas équipés des dernières mises à jour de sécurité, or des failles dans le protocole Bluetooth ont été découvertes ces dernières années.

⁸ <https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/tracage-des-malades-un-modele-francais-de-surveillance-numerique-est-il-possible>

⁹ <https://linc.cnil.fr/fr/coronoptiques-34-des-modeles-epidemiologiques-au-contact-tracing-rendre-visible-la-contagion>

¹⁰ Selon l'analyse de l'ACLU : « Other open questions include whether Bluetooth is precise enough to distinguish close contacts given that its range, while typically around 10 meters, can in theory reach up to 400 meters, and that its signal strength varies widely by chips et, battery, and antenna design » (« D'autres questions restent ouvertes, par exemple celle de savoir si le Bluetooth est assez précis pour différencier les contacts proches, étant donné que sa portée, qui tourne en pratique autour de 10 m, peut atteindre en théorie 400 m et que la puissance du signal dépend beaucoup de la puce, de la batterie, et de l'antenne utilisées »).

Des libertés inutilement sacrifiées

❑ Discriminations

- ➡ que ce soit en la rendant obligatoire, ou par une pression sociale trop importante, les personnes n'utilisant pas l'application risqueraient de ne plus pouvoir travailler ou accéder à certains lieux publics librement (voir déjà un exemple¹¹ en Italie), rendant leur **consentement non-libre** et donc nul ;
- ➡ une hypothèse¹² de discrimination particulièrement grave serait de faciliter **l'accès aux tests sérologiques** aux personnes utilisant l'application.

❑ Surveillance

- ➡ dans le cas où l'application serait adoptée par une partie de la population, il faut redouter que le gouvernement puisse **l'imposer plus facilement** au reste de la population, contre sa volonté ; nous constatons que toutes mesures sécuritaires et liberticides prises dans les temps "d'urgence" n'ont jamais été remises en cause – c'est l'**effet cliquet** qui participe à la défiance justifiée contre ces solutions de contrôle ;
- ➡ l'objectif de l'application (alerter des personnes ciblées) est par essence **incompatible avec la notion juridique d'anonymat** – il s'agit au mieux d'un pseudonymat, qui ne protège pas contre tout type de surveillance individuelle ;
- ➡ la publication du code de l'application sous une **licence libre**, ainsi que l'utilisation de méthodes de compilation reproductibles, seraient des exigences indispensables contre ces abus, mais elles-mêmes insuffisantes.

❑ Acclimatation sécuritaire

- ➡ personne n'est capable de dire à l'avance pendant **combien de temps** l'application serait déployée ;
- ➡ une fois l'application déployée, il sera plus facile pour le gouvernement de lui **ajouter des fonctions coercitives** (contrôle individuel du confinement) ;
- ➡ l'application incite à soumettre son corps à une surveillance constante, ce qui renforcera l'acceptabilité sociale d'autres technologies, comme la **reconnaissance faciale** ou la vidéo surveillance automatisée, qui sont actuellement largement rejetées ;
- ➡ solutionnisme technologique : l'application renforce la **croyance aveugle** dans la technologie et la surveillance comme principales réponses aux crises sanitaires, écologiques ou économiques, alors qu'elles détournent au contraire l'attention des solutions : recherche scientifique, financement du service public...

¹¹ <https://www.laprovinciacr.it/news/italia-e-mondo/246504/coronavirus-ferrari-app-tracciamento-per-dipendenti.html>

¹² <https://twitter.com/samgontier/status/1249447117472575501>

L'utilisation d'une application dont les objectifs, les techniques et les conditions mêmes d'usage portent des risques conséquents pour notre société et nos libertés, pour des résultats probablement médiocres (voire contre-productifs), ne saurait être considérée comme acceptable pour nous – tout comme pour beaucoup¹³ de Français·es.

Le temps médiatique, politique et les budgets alloués à cette fin seraient mieux utilisés à informer et protéger la population (et les soignant·es) par des méthodes à l'efficacité prouvée, telles que la mise à disposition de masques, de matériel médical et de tests.

REJETER STOPCOVID

lqdn.fr/stopcovid

The infographic is a 2x3 grid of panels. The top row contains three panels: 1) A bar chart showing 77% of the population has a smartphone, with a note 'surtout des personnes âgées' (especially older people) and a box stating '>60% population devant installer l'application' (population to install the app). 2) A diagram showing 'peu de tests' (few tests) leading to 'autodiagnostic' (self-diagnosis) and 'résultats inexploitable' (unusable results). 3) An illustration of hands holding each other with the text 'sentiment de sécurité illusoire' (illusory sense of security) and 'Enfin libres!' (Finally free!), 'Youpi', and 'Okim'. The bottom row contains three panels: 1) A box labeled 'ZONE STOPCOVID OBLIGATOIRE' (STOPCOVID MANDATORY ZONE) with the text 'si l'application devient nécessaire pour aller dans certains lieux, le consentement ne sera plus libre' (if the app becomes necessary to go to certain places, consent will no longer be free). 2) A diagram showing a smartphone icon leading to a brick wall labeled 'droit commun' (common law), with the text 'mesure liberticide prise en urgence' (liberty-killing measure taken in emergency). 3) A checklist titled 'préparer le terrain pour faire accepter la technopolice' (prepare the ground to get people to accept technopolice) with items: 'caméra dans les rues' (checkbox checked), 'drones' (checkbox checked), 'application de tracking' (checkbox checked), and 'reconnaissance faciale' (checkbox unchecked).

77% de la population a un smartphone
surtout des personnes âgées

population devant installer l'application **>60%**

peu de tests → autodiagnostic → résultats inexploitable

sentiment de sécurité illusoire
Enfin libres!
Youpi
Okim

ZONE STOPCOVID OBLIGATOIRE

si l'application devient nécessaire pour aller dans certains lieux, le consentement ne sera plus libre

mesure liberticide prise en urgence

droit commun

préparer le terrain pour faire accepter la technopolice

- caméra dans les rues
- drones
- application de tracking
- reconnaissance faciale

¹³ https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Note3_COVID-19_Martial_Foucalt_VF.pdf